

Vague de suicides à la direction générale des finances publiques... 12 morts en 6 mois

écrit par Christine Tasin | 15 juillet 2025



Depuis la fusion des anciennes direction générale des impôts et direction générale de la comptabilité publique, en 2008, 32 000 postes ont été supprimés au total. © Crédit photo : AFP



Depuis la fusion des anciennes direction générale des impôts et direction générale de la comptabilité publique, en 2008, 32 000 postes ont été supprimés au total. © Crédit photo : AFP

12 morts et 6 tentatives en 6 mois ! Des hommes et des

femmes. De tous âges. A Paris, en banlieue ou en province. 20 tragédies en 6 mois. Inexpliquées. Les articles sont nombreux dans la presse sur le sujet, mais les explications bancales. Il semble clair qu'il y a malaise dans cette administration, mais pourquoi ? **Pas d'enquête interne. Point barre.** Une réponse de l'administration qui n'en est pas une : une formation aux premiers secours en santé mentale...

En tout cas la France va mal, jusque dans les bureaux de certains ministères. Un témoignage de plus du vide où nous tombons sous la férule du roi du « en même temps », qui se mêle de tout et de rien, qui change d'avis selon le dernier qui a parlé, qui écoute tout le monde et agit sans se soucier ni de nos finances ni de nos concitoyens. Question de Béotien : combien de démissions et de suicides à l'Elysée depuis 2017 ?

Ce n'est pas la première fois que la DGiP est touchée par une [vague de suicides](#). Déjà en 2012, dix-neuf avaient été recensés. Depuis, leur nombre était retombé entre six et douze par an, neuf pour l'année 2024. Des chiffres largement dépassés en à peine un semestre, qui suscitent l'inquiétude des dirigeants, personnels et syndicats. Si cela venait à se prolonger sur le reste de l'année, cela correspondrait à un taux de suicide deux fois plus élevé que celui constaté dans l'ensemble de la population française.

Pour plusieurs cas de suicides, le lien avec le travail paraît assez mince. Sur les vingt suicides ou tentatives répertoriés depuis le début de l'année, seuls deux ou trois se sont déroulés sur le lieu de travail. En treize ans, « l'imputabilité au service (organisation et fonctionnement) n'a été établie qu'à trois reprises, la dernière remontant à 2018 », stipule la directrice.

De quoi agacer les syndicats qui regrettent qu'une enquête ne soit lancée que si les faits se sont produits sur lieu de

travail. « Nous avons vraiment besoin de savoir si des motifs professionnels sont en jeu », assure la secrétaire générale du syndicat Solidaires-Finances publiques. « Les réorganisations, le chamboule-tout permanent dans notre administration ont parfois des conséquences gravissimes sur nos collègues fragiles », ajoute-t-elle.

Depuis 2008, 32 000 postes ont été supprimés au total, ramenant l'effectif à près de 94 000 agents fin 2024, mais avec le même nombre de missions à réaliser. « La DGFIP est devenue une machine à broyer », selon un tract de la CGT. D'après le dernier sondage réalisé par internet en février dernier, doute et malaise sont les maîtres mots pour la plupart des agents ayant répondu. Pour 60 % d'entre eux, la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens et un fonctionnaire sur trois estime son niveau de stress très élevé.

En réponse, la direction compte mettre en place un « plan de prévention » et « généraliser les formations aux premiers secours en santé mentale déjà testées dans la région Centre-Val de Loire ». Des mesures qui risquent de ne pas suffire aux yeux des syndicats

[Source Sud Ouest](#)

La DGFIP connaît cependant de nombreux bouleversements depuis 2008 et la fusion des anciennes directions générales des impôts et direction générale de la comptabilité publique. **32 000 postes ont été supprimés, le plus important total dans la fonction publique.** « On a tendu, tendu l'élastique. Peut-être se trouve-t-on au moment où il claque. Jusqu'à quand va-t-on affaiblir l'administration qui finance toutes les autres ? » s'interroge Olivier Villois, de la CGT-Finances publiques.

En tout cas, le malaise est palpable en interne. Un sondage, réalisé en février et auquel ont répondu 52 891

personnes, confirme que pour 60 % d'entre eux, la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens – un pourcentage deux fois plus élevé que dans la fonction publique d'État en général (30 %). Bercy entend mettre un plan de formation, avec la formation aux premiers secours en santé mentale. Cela suffira-t-il ? Les syndicats en doutent.

[Le Point](#)